STRATEGOS
INTELLIGENCE

LIRE LE MONDE
DÉCRYPTER LES MARCHÉS

LETTRE D'INFORMATION

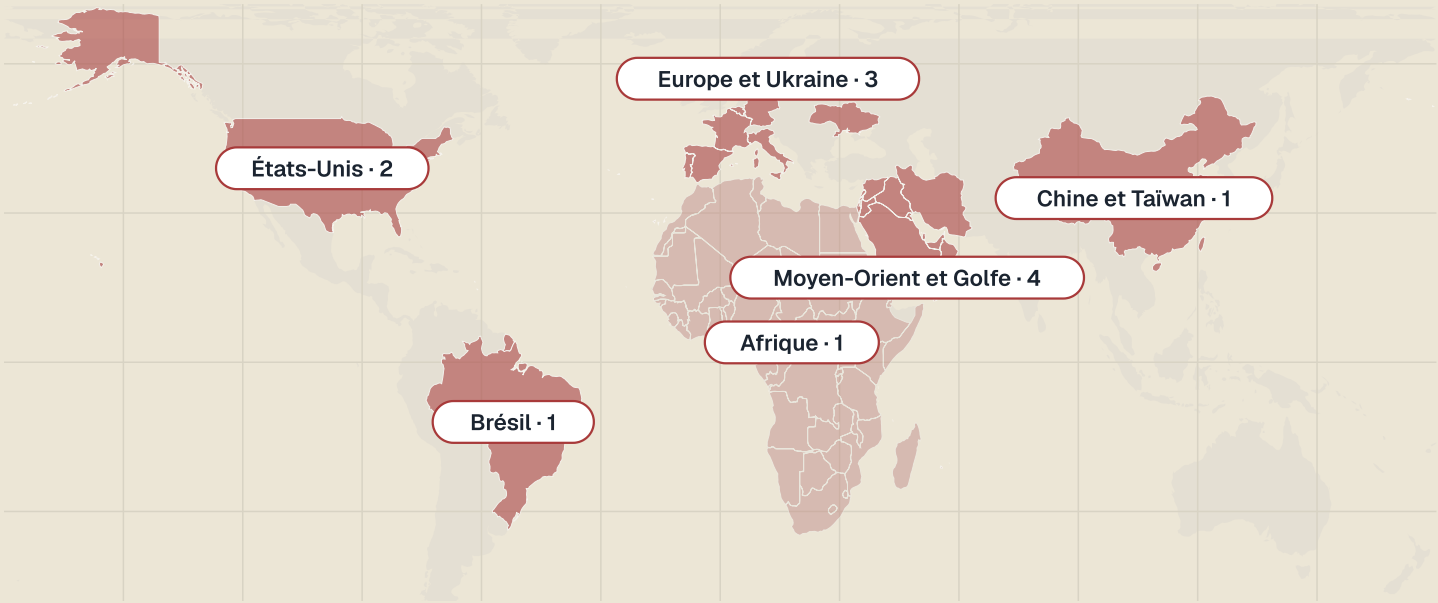
DU 1ER OCTOBRE AU 29 OCTOBRE 2026 · 29 JOURS

Trump exclut d'attaquer l'Iran avant les élections américaines, tandis que des puissances régionales activent leur propre pacte de défense

Par Dr Maya Abou Chakra, fondatrice

Le mois dans le monde

Le mois dans le monde : douze événements dans six régions



Moyen-Orient et Golfe 4 événements

- **Attaques record contre des navires près d'Ormuz** Dans le conflit qui oppose les États-Unis et Israël à l'Iran, les attaques ont atteint leur plus haut niveau mensuel dans le décompte tenu depuis 2017 par le Washington Institute, un centre de réflexion américain. Selon la presse, les États du Golfe ont été invités à se préparer à une offensive américaine après le 3 novembre.
- **Une attaque des Houthis fait 12 morts à l'aéroport de Riyad** Le conflit a atteint l'Arabie saoudite, dont les routes pétrolières qui contournent Ormuz sont désormais, selon notre lecture, à la portée des Houthis.
- **Des puissances régionales activent un pacte de défense** Avec le pacte de La Mecque, qui réunit l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie, des puissances moyennes organisent, selon notre lecture, leur propre défense.
- **Élections en Israël : aucune majorité selon les résultats publiés à ce stade** Le Likoud, le parti du Premier ministre Benyamin Netanyahou, a qualifié le vote du 27 octobre de « volé » (notre traduction). Israël n'a pas de nouveau gouvernement alors que, selon la presse, une offensive américaine contre l'Iran serait possible après le 3 novembre.

États-Unis 2 événements

- **Élections américaines de mi-mandat le 3 novembre** Les électeurs choisissent le parti qui contrôlera le Congrès. Selon notre lecture, un Congrès qui changerait de majorité pourrait limiter le pouvoir du président de suspendre des sanctions ; des sénateurs américains remettent déjà en question la licence qui autorise le commerce du gazole russe.
- **Les États-Unis allègent des sanctions contre la Russie ; le Kremlin propose une rencontre à trois** Un conseiller du Kremlin a déclaré qu'une possible rencontre des dirigeants chinois, russe et américain était en préparation : selon notre lecture, un format de grandes puissances sans l'Ukraine ni l'UE ; aucune rencontre de ce type n'a encore eu lieu.

Europe et Ukraine 3 événements

- **Ukraine : échec de la « trêve énergétique » (notre traduction) ; Starlink restreint** Plus d'une semaine de restrictions de l'internet par satellite Starlink a montré la dépendance de l'Ukraine envers ce service ; nos sources n'établissent pas qui les a imposées.
- **Manifestations en France, en Italie, en Belgique et au Portugal ; Marine Le Pen lance sa campagne** Les manifestations ont pesé sur des gouvernements au soutien parlementaire limité ou aux budgets serrés ; la présidentielle française de 2027 pourrait reporter cette pression sur la politique de l'UE.
- **Mme Lagarde quittera la BCE avant la fin de son mandat** Elle part le 7 février 2027 ; l'annonce de la BCE ne donne pas de date pour le choix de son successeur.

Brésil 1 événement

- **Lula remporte un quatrième mandat ; son rival le conteste** Les institutions ont fait respecter le résultat ; la monnaie brésilienne, le réal, a fortement reculé, a rapporté Al Jazeera. Selon le Financial Times, les investisseurs ont parié que Lula alourdirait la pression sur les finances publiques.

Afrique 1 événement

- **Sommet Russie–Afrique à Moscou** M. Poutine a déclaré aux dirigeants africains que la Russie était leur meilleur partenaire, selon le South China Morning Post ; nous n'avons relevé aucun résultat du sommet.

Sources : articles de presse et déclarations officielles du 1er au 29 octobre, examinés par Strategos.

Chine et Taïwan 1 événement

- **Le Parti communiste chinois se réunit ; Taïwan propose un budget de défense record pour 2027** Le Parti a insisté sur la loyauté envers M. Xi avant que la Chine accueille le sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), où le Kremlin a suggéré que les trois dirigeants se rencontrent, selon le Wall Street Journal.

Les trois sujets principaux

1 · LE GOLFE

Trump a exclu d'attaquer l'Iran avant le vote américain, tandis que les Houthis frappaient en Arabie saoudite

Le président Trump a exclu une attaque contre l'Iran avant les élections américaines de mi-mandat du 3 novembre. Le Wall Street Journal, citant des sources anonymes, a rapporté que les États du Golfe avaient été invités à se préparer à une offensive américaine après le vote. Dans le même temps, des attaques des Houthis ont porté le conflit directement en Arabie saoudite. Selon notre lecture, les routes saoudiennes qui permettent au pétrole du Golfe de contourner Ormuz sont désormais elles-mêmes des cibles, même si les sources examinées ne font état d'aucun arrêt des chargements de pétrole saoudien. Les éléments examinés n'établissent pas quelle influence les gouvernements européens ont sur une opération militaire ou sur un accord négocié.

2 · LES ÉTATS-UNIS ET LA RUSSIE

Les États-Unis ont allégé une partie des sanctions contre la Russie, tandis que l'UE en ajoutait de nouvelles

Les États-Unis ont allégé certaines sanctions contre la Russie, tandis que l'UE maintenait ses propres restrictions et ajoutait environ 1 600 noms à sa liste de sanctions, selon POLITICO. La licence américaine sur le gazole, qui autorise le commerce du gazole russe, et la dérogation qui suspend de nouveaux droits de douane et la plupart des nouvelles sanctions américaines ont toutes deux été accordées en octobre, avant le vote. Le Kremlin a aussi proposé une rencontre des dirigeants américain, russe et chinois, selon le WSJ. Le Kremlin a déclaré que les pays européens n'étaient pas associés au prochain cycle de pourparlers sur l'Ukraine, pour lequel aucune date n'a été annoncée. Cette déclaration décrit la position russe ; elle n'établit pas l'accord des États-Unis.

3 · LES PRESSIONS INTÉRIEURES EN EUROPE

Les pressions intérieures en Europe : manifestations, budget français difficile à faire adopter et départ anticipé à la BCE

Les manifestations contre la vie chère ont pesé sur des gouvernements déjà confrontés à des budgets serrés ou à un soutien parlementaire limité. En France, le gouvernement a eu du mal à rassembler un soutien pour son budget. En septembre, la prime d'intérêt exigée par les investisseurs pour prêter à la France plutôt qu'à l'Allemagne a été la plus élevée depuis plus de 14 ans, en moyenne mensuelle. Selon notre lecture, l'incertitude politique pourrait expliquer une partie de cet écart, même si les chiffres seuls ne permettent pas d'en établir la cause.

Puis les marchés : taux d’intérêt, euro et pétrole

Rendement à 10 ans de la zone euro (AAA, la meilleure note de crédit)	Dollars américains pour un euro (BCE)	Rendement du Trésor américain à 10 ans	Brent physique (EIA), en dollars le baril
3,37 %	1,1133	4,99 %	123,10 $
−22 pb · au 27 oct.	−1,5 % · au 28 oct.	−25 pb · au 27 oct.	+7,2 % · au 27 oct.

Variation entre le 1er octobre et la date indiquée ; un point de base (pb) est un centième de point de pourcentage. La prime d’intérêt exigée de la France (le spread) figure dans un graphique de l’analyse complète.

Sources : statistiques de la BCE ; Réserve fédérale américaine (FRED) ; Energy Information Administration américaine.

Les dates à surveiller

3 novembre
Élections américaines de mi-mandat ; M. Trump a exclu d’attaquer l’Iran avant ce vote

5 novembre
Grève nationale en France, à l’appel des dirigeants syndicaux

18–19 novembre
Sommet de l’APEC à Shenzhen, où le Kremlin a suggéré que les trois dirigeants se rencontrent, selon le WSJ

29 novembre
Élections générales anticipées en Espagne

Vers la mi-décembre
Fin de la pause de 60 jours évoquée par M. Rubio pour la dérogation qui suspend de nouveaux droits de douane et la plupart des nouvelles sanctions américaines ; le décret ne fixe pas de date de fin à la dérogation

Fin 2026
L’avis de force majeure de QatarEnergy (un événement hors de son contrôle qui la dispense de livrer) sur ses livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) doit prendre fin, sauf prolongation

7 février 2027
Christine Lagarde quitte la BCE

L’analyse du mois avec ses graphiques, et ce que cela signifie pour les investisseurs et les entreprises.

ANALYSE COMPLÈTE

L’analyse du mois avec ses graphiques, et ce que cela signifie pour les investisseurs et les entreprises.

Analyse

Trois questions relient les événements du mois. Dans quelle mesure le calendrier de l’action américaine détermine-t-il la suite dans le Golfe ? Pourquoi les États-Unis ont-ils allégé certaines restrictions visant la Russie alors que l’UE ajoutait des sanctions ? Et la prime d’intérêt exigée pour prêter à la France reflète-t-elle des inquiétudes propres à la politique et aux finances publiques françaises ?

1. Le Golfe. Les élections américaines aident à expliquer le calendrier d’une éventuelle attaque américaine : le président Trump a écrit que les États-Unis « n’attaqueront l’Iran à aucun moment avant les élections de mi-mandat » (notre traduction). Cela ne signifie pas pour autant que les États-Unis détermineront seuls l’issue, car des puissances régionales mènent aussi leur propre diplomatie. Une délégation du pacte de défense de La Mecque a rencontré les dirigeants iraniens à Téhéran le 26 octobre. Les États du Golfe rédigent aussi un plan de paix, qui dépend d’une levée des sanctions contre l’Iran, selon le Guardian.

Si les gouvernements de la région suivaient une décision américaine prise après le 3 novembre, cela étaierait notre lecture selon laquelle le calendrier américain donne le tempo. Si leur diplomatie façonnait l’issue quoi que décident les États-Unis, cela suggérerait une influence régionale plus forte. Une attaque américaine après les élections confirmerait le calendrier annoncé, mais ne trancherait pas à elle seule cette question. Un accord fondé sur le plan du Golfe pourrait refléter les deux, car l’influence américaine et l’initiative régionale peuvent jouer ensemble.

Signes d’une possible évolution de l’ordre international

Pactes régionaux
La Turquie, le Qatar, le Pakistan et l’Indonésie ont signé le protocole d’accord « Badr » sur une production commune de matériel militaire.

Le rôle des États-Unis
l’ambassadeur des États-Unis en Turquie, Tom Barrack, a déclaré que le rôle de garant mondial tenu par les États-Unis depuis huit décennies « n’existe plus » (notre traduction), a rapporté Middle East Eye.

Afrique
au sommet de Moscou, l’Éthiopie a déclaré avoir reçu 12 avions de combat russes Su-35 ; par ailleurs, le 25 octobre, la chambre haute algérienne a approuvé l’envoi de troupes au Niger.

Chine
la croissance a atteint 4,5 % sur un an au troisième trimestre, selon le Bureau national des statistiques. Selon notre lecture, les accords d’investissement que les négociateurs américains et chinois cherchent à conclure avant l’APEC pourraient influencer la destination de l’excédent d’exportations chinois, Europe comprise.

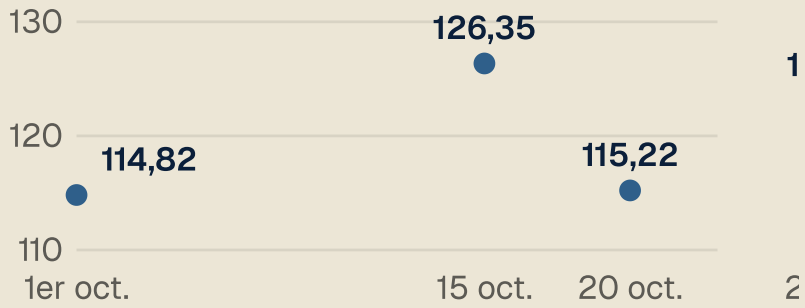
Europe
les dirigeants de la Finlande et de la Norvège ont eu leur propre entretien téléphonique avec M. Poutine, signe que certains dirigeants européens ouvrent leurs propres canaux.

Selon notre lecture, les États-Unis prennent toujours les décisions de plus grande portée, mais, d’après nos sources, ils ne sont pas les seuls à organiser la sécurité du Golfe. Ces éléments ne couvrent qu’un mois et ne dessinent pas encore un nouvel ordre établi.

Énergie. Les prix du gaz européen ont augmenté en octobre, tandis que ceux du gaz américain baissaient. Les deux marchés sont reliés par le commerce du GNL (gaz naturel liquéfié), mais l’offre et la demande locales peuvent encore pousser leurs prix dans des directions différentes. Les perturbations du GNL qatari et des approvisionnements norvégiens, ainsi que des prévisions de temps plus froid, pourraient tous avoir contribué à la hausse européenne ; les éléments examinés n’établissent pas la part de chacun. Dans un conflit distinct, la mer Noire est devenue la route maritime la plus meurtrière au monde, selon le Financial Times, et des attaques ont réduit les exportations de blé ukrainien vers l’Asie.

Prix de l’énergie en octobre

Gaz européen, livraison en novembre (marché organisé)	▲ en hausse de plus d’un tiers du 1er au 28 octobre, pour finir à son plus haut niveau de la période
Gaz américain (marché organisé)	▼ en baisse du 1er au 28 octobre
Gazole américain, New York Harbor (EIA)	▼ en hausse après la licence du 9 octobre, jusqu’au 20 octobre, puis repassé sous son niveau du 1er octobre (au 27 octobre) ; les éléments examinés n’établissent pas pourquoi
Brent physique (EIA)	• revenu près de son niveau du 1er octobre le 20 octobre, puis de nouveau en hausse jusqu’au 27 octobre



Prix du marché organisé et prix spot de l’EIA, et non les prix payés par une entreprise ; gaz et gazole : sens de variation seulement.

Brent physique : prix spot du Brent européen, Energy Information Administration américaine.

Pour le pétrole, nous distinguons une perte d’offre d’une crainte de perturbation. Le Brent physique, c’est-à-dire le prix du brut livré immédiatement, était revenu le 20 octobre près de son niveau du 1er octobre, puis il est reparti à la hausse. L’arrêt des expéditions d’un terminal d’exportation serait le signe d’une interruption physique. Des prix en hausse sur des informations faisant état de frappes possibles, alors que les expéditions se poursuivent, indiqueraient plutôt que les négociants font payer le risque de perturbation.

2. Les États-Unis et la Russie. Le but de l’allègement américain reste incertain. M. Trump a déclaré que la dérogation visait à maintenir la Russie à la table des négociations ; cela suggère une offre de négociation, mais n’établit pas que la Russie ait offert quoi que ce soit en retour. D’autres motifs sont possibles. M. Trump a déclaré que l’accord sur le gazole ferait baisser les prix des carburants aux États-Unis, une préoccupation avant les élections. La BBC a évoqué un mécontentement face aux frappes ukrainiennes contre des raffineries russes. Une décision américaine liant explicitement l’allègement à un geste russe dans les pourparlers renforcerait l’explication par la négociation. Un changement lié aux prix des carburants ou aux élections étaierait l’explication intérieure, même si le calendrier seul ne prouverait pas le motif.

Octobre, jour par jour : décisions américaines et européennes sur la Russie, et pourparlers

É.-U. : DÉCISION | UE : DÉCISION OU DÉCLARATION | POURPARLERS

9 oct.	É.-U.	Licence américaine autorisant le commerce du gazole russe
10 oct.	UE	Mme Kallas, cheffe de la diplomatie de l'UE, la conteste
12 oct.	UE	L'UE ajoute environ 1 600 noms à sa liste de sanctions, son plus important élargissement depuis le début du conflit, selon Mme Kallas sur X, rapporte POLITICO
16 oct.	É.-U.	Un décret américain suspend par dérogation les nouveaux droits de douane et la plupart des nouvelles sanctions du Graham Act, une loi américaine de 2026 sanctionnant la Russie et l'Iran
28 oct.	POURPARLERS	Kremlin : les pays européens ne sont pas associés au prochain cycle, qui n'a pas de date (version russe)

Sources : Trésor américain (OFAC) ; Maison-Blanche ; POLITICO ; Arab News ; Al Jazeera.

Selon notre lecture, ce sont les coûts qui ont fait évoluer certains acheteurs de pétrole russe. Le raffineur indien BPCL en est un exemple : il réduit ses achats de brut russe en novembre, en invoquant les coûts du fret et les primes. Les raffineurs chinois ont acheté du brut d'Afrique de l'Ouest et du Brésil à mesure que les taux de fret baissaient, alors que la concurrence pour l'offre russe s'était renforcée, rapporte OilPrice. Les mesures américaines laissent en place d'autres sanctions, dont les restrictions visant les comptes que la Banque centrale de Russie, le Fonds national de bien-être et le ministère des Finances détiennent auprès d'institutions financières américaines.

Une entreprise européenne présente aux États-Unis doit tenir compte des deux régimes de sanctions

Ce que permet la licence américaine sur le gazole

les personnes relevant de la juridiction américaine, comme les filiales de droit américain, peuvent vendre et importer du gazole d'origine russe, y compris aux États-Unis, jusqu'au 7 avril 2027. La licence exclut les débits sur les comptes de la Banque centrale de Russie, du Fonds national de bien-être et du ministère des Finances auprès d'institutions financières américaines.

Ce qui s'applique toujours au titre du droit de l'UE

les personnes et les entreprises relevant de la juridiction de l'UE doivent continuer à respecter les sanctions de l'UE, dont « l'interdiction des importations de pétrole russe » (notre traduction), selon les termes de la Commission européenne. Une autorisation américaine ne permet pas automatiquement une opération au regard du droit de l'UE. Nous n'avons pas examiné si une entreprise européenne donnée pourrait participer à un commerce autorisé par la licence américaine.

Les droits de douane américains et leur dérogation

le décret du 16 octobre fixe des droits de douane supplémentaires de 500 % sur les marchandises russes. Il fixe aussi un droit de 100 % sur les marchandises des cinq plus gros acheteurs de brut et de gaz russes s'ils effectuent sciemment de nouveaux achats à compter du 18 octobre. Le droit de 100 % s'applique aussi aux marchandises des « 5 principaux facilitateurs du contournement des sanctions visant le pétrole russe » (notre traduction). Le même décret suspend par dérogation ces droits de douane et la plupart des nouvelles sanctions du Graham Act, sans désigner de pays.

Durée de la dérogation

elle dure jusqu'à ce que le président ou le secrétaire d'État en décide autrement, sans date de fin fixée. La pause de 60 jours annoncée par M. Rubio mène à la mi-décembre environ ; ce n'est pas une échéance juridique.

Sources : Trésor américain (OFAC) ; Maison-Blanche ; Commission européenne.

3. Les pressions intérieures en Europe. Les investisseurs exigent un taux d'intérêt plus élevé pour prêter à la France qu'à l'Allemagne. Cet écart de taux, appelé le spread, est passé de 66 points de base (centièmes de point de pourcentage) en février à 97 en septembre, en moyenne mensuelle. D'après la série quotidienne officielle de la Banque de France, le taux français à 10 ans a clôturé au-dessus de 5 % les 22 et 23 octobre. Le 22 octobre, il atteignait 5,13 %, contre 3,44 % pour l'Allemagne (Bundesbank), soit un écart de 169 points de base (notre calcul ; données quotidiennes, non comparables aux moyennes mensuelles). Selon notre lecture, les inquiétudes sur la politique et les finances publiques françaises pourraient en expliquer une partie. La France et l'Allemagne partagent l'euro, mais les investisseurs peuvent tout de même juger différemment leur dette publique.

En septembre, la prime d'intérêt exigée par les investisseurs pour prêter à la France plutôt qu'à l'Allemagne a été la plus élevée depuis plus de 14 ans

Le spread, c'est-à-dire l'écart entre les rendements des emprunts d'État à 10 ans de la France et de l'Allemagne : moyennes mensuelles, en points de base (centièmes de point de pourcentage)



Septembre est la dernière moyenne mensuelle disponible ; elle ne mesure pas octobre. En septembre, le rendement français à 10 ans, 4,44 %, était supérieur à celui de l'Italie, 4,36 %.

Source : statistiques de la BCE. Spread calculé par Strategos. Moyennes mensuelles, de janvier 2011 à septembre 2026.

D'autres explications existent. Alain Durré, économiste à la banque Natixis, invoque surtout des investisseurs qui déplacent leurs fonds d'une obligation à l'autre pour de courtes périodes, selon CNBC. Autre possibilité pour l'évolution d'octobre : la vague mondiale de ventes sur les actions et le crédit, la plus marquée le 22 octobre, a pu accroître la demande d'obligations allemandes. Les rendements allemands auraient alors baissé, ce qui aurait creusé l'écart avec la France. Ces explications peuvent jouer ensemble : une vague mondiale de ventes peut frapper la France plus durement là où sa politique inquiète déjà les investisseurs.

Les variations quotidiennes aideraient à distinguer ces explications. Un écart qui se creuserait autour d'événements politiques français, alors que les autres grands marchés obligataires restent calmes, étaierait l'explication politique. Un écart qui se resserrerait à mesure que la demande d'actifs plus sûrs s'estompe étaierait l'explication par le marché. Au 27 octobre, les actions et le crédit américain s'étaient largement redressés. Les rendements des États de la zone euro notés AAA, la meilleure note de crédit, n'étaient pourtant pas remontés, ce qui plaide pour l'instant contre l'explication par le marché. Un resserrement seul ne trancherait pas, car les mouvements de court terme entre obligations se dénouent aussi. Un mois de données quotidiennes ne permet pas encore de trancher la question.

La campagne présidentielle française de 2027 pourrait influer sur la politique européenne. Mme Le Pen affirme que la France ne peut plus financer l'Ukraine, ce qui laisse entrevoir un possible changement du soutien français si elle accède au pouvoir.

Notre degré de confiance : l'information sur une offensive américaine après les élections repose sur des sources anonymes. Un déploiement pakistanais et turc en Arabie saoudite a été convenu, et Middle East Eye l'a qualifié de public ; nous n'avons pas confirmé l'arrivée de troupes.

Ce que cela signifie pour les investisseurs et les entreprises

Coûts de l'énergie

Les prix du marché du gaz ont évolué en octobre au détriment des entreprises européennes, par rapport à leurs concurrents américains. L'effet sur la facture de chaque entreprise dépend de ses contrats et de ses couvertures, c'est-à-dire des prix qu'elle a fixés à l'avance.

Entreprises présentes aux États-Unis et dans l'UE

Une transaction autorisée par la licence américaine sur le gazole peut rester soumise à des restrictions au titre des sanctions de l'UE. Les entreprises doivent déterminer quelles règles s'appliquent à chaque entité et à chaque transaction.

Taux et euro

La Réserve fédérale américaine a maintenu ses taux le 28 octobre, et la BCE le 29 octobre. La baisse de 1,5 % de l'euro face au dollar (du 1er au 28 octobre) a accru, dans une proportion comparable, la valeur en euros des actifs en dollars non couverts.

INFORMATIONS IMPORTANTES

Éditeur et responsabilité éditoriale. Strategos est publié par DAPEMI SRL, qui assume la responsabilité éditoriale de son contenu. Chaque édition est relue et approuvée avant publication. La présente édition reflète les opinions arrêtées au 29 octobre 2026, lesquelles sont susceptibles d'être modifiées sans préavis. Absence de conseil. Le présent document contient des informations et des commentaires de portée générale. Il ne tient compte ni des objectifs, ni de la situation financière, ni des besoins d'un lecteur en particulier, et ne constitue ni un conseil en investissement, juridique ou fiscal, ni une recommandation personnalisée, ni une offre ou une sollicitation en vue de l'achat ou de la vente d'un quelconque instrument financier. Il appartient aux lecteurs de consulter leurs propres conseillers professionnels avant d'agir. Les évolutions passées des marchés et les épisodes historiques ne préjugent pas des résultats futurs. Conflits d'intérêts. DAPEMI SRL et les auteurs ne détiennent aucune position sur les instruments évoqués dans la présente édition. Aucun émetteur ni aucun autre tiers n'a financé, commandé ou relu la présente publication. Sources. Les faits proviennent des sources citées dans le texte et de publications officielles. Les informations sont considérées comme fiables, mais leur exactitude et leur exhaustivité ne sont pas garanties. Données de marché : rendements des obligations du Trésor américain, rendement réel américain et point mort d'inflation : Board of Governors of the Federal Reserve System (H.15), via FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis. Rendements de la zone euro et taux de change de référence EUR/USD : statistiques de la BCE. Cours au comptant du Brent et du WTI : U.S. Energy Information Administration. Indice large du dollar et GBP/USD : Board of Governors of the Federal Reserve System (H.10), via FRED, Federal Reserve Bank of St. Louis. Or, argent, cuivre et blé : Banque mondiale, Commodity Price Data (The Pink Sheet), moyennes mensuelles, sous licence CC BY 4.0. Responsabilité et utilisation. Dans toute la mesure permise par la loi, DAPEMI SRL décline toute responsabilité en cas de perte, quelle qu'elle soit, résultant de l'utilisation du présent document. Il peut être diffusé dans son intégralité, moyennant mention de Strategos comme source. Il ne peut être ni modifié ni utilisé à des fins commerciales sans autorisation préalable.

Copyright © DAPEMI SRL, tous droits réservés.

DAPEMI SRL, avenue Winston Churchill 234B, boîte 16, 1180 Uccle, Belgique · N° d'entreprise 0474.192.814 · RPM Bruxelles · TVA : BE 0474.192.814